

SITUATION DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR - AVRIL 2023 -

La situation des charges et ressources du Trésor (SCRT) est le document statistique qui présente, au nom du Ministère de l'Economie et des Finances, les résultats de l'exécution des prévisions de la loi de finances avec une comparaison par rapport aux réalisations de la même période de l'année précédente. Pour rappel, alors que la situation produite par la TGR a un caractère fondamentalement comptable, la SCRT appréhende, comme le préconisent les normes internationales en matière de statistiques des finances publiques, les transactions économiques réalisées au cours d'une période budgétaire en décrivant, en termes de flux, les recettes ordinaires, les dépenses ordinaires, les dépenses d'investissement, le déficit budgétaire, le besoin de financement et les financements mobilisés pour la couverture de ce besoin.

L'exécution de la loi de finances au cours des quatre premiers mois de l'année en cours se déroule dans un contexte marqué par la poursuite des pressions inflationnistes et le resserrement des politiques monétaires, au niveau aussi bien international que national. En dépit de ce contexte, l'activité économique se serait légèrement accélérée comparativement à la même période de 2022, sous l'effet notamment d'un léger redressement de la valeur ajoutée agricole, malgré une pluviométrie peu favorable, et le renforcement de l'activité hors agriculture, tirée notamment par la bonne dynamique du secteur du tourisme.

La situation des charges et ressources du Trésor, à fin avril 2023, fait ressortir un déficit budgétaire de 13,3 MM.DH, contre un déficit de près de 11,4 MM.DH un an auparavant. Cette évolution recouvre une augmentation des dépenses globales (+3,4 MM.DH) plus importante que celle des recettes (+1,5 MM.DH).

RECETTES

Comportement favorable des recettes fiscales

Les recettes ont enregistré, sur une base nette des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, un taux de réalisation de 31,2% par rapport aux prévisions de la loi de finances (LF). Comparativement à fin avril 2022, ces recettes se sont inscrites en hausse de près de 1,5 MM.DH ou 1,6%.

Les recettes fiscales ont affiché un taux de réalisation de 35,8%. Par rapport à fin avril 2022, leur progression s'élève à près de 3,1 MM.DH ou 3,6%. Les remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, y compris la part supportée par les collectivités territoriales, se sont situés à près de 5,6 MM.DH contre 6,9 MM.DH.

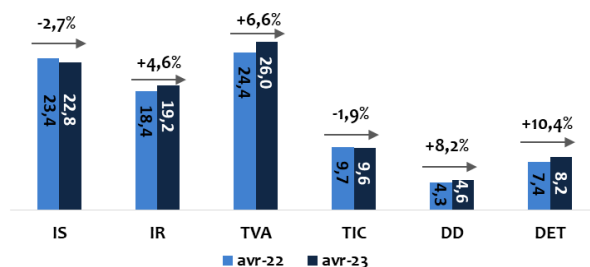
Par nature d'impôt et de taxe, les principales évolutions ayant caractérisé le comportement des recettes fiscales à fin avril 2023, par rapport aux prévisions de la loi de finances 2023 et aux réalisations de la même période de 2022, se présentent comme suit :

- L'IS a enregistré un taux de réalisation de 37,4% et une baisse de 629 M.DH (-2,7%). Cette baisse s'explique notamment par la diminution du complément de régularisation de 1,1 MM.DH et l'augmentation des restitutions de 750 M.DH, compensées partiellement par l'amélioration des recettes issues du contrôle fiscal de 603 M.DH et du 1^{er} acompte de 213 M.DH (9,1 MM.DH contre 8,9 MM.DH) ;
- L'IR a affiché un taux de réalisation de 40,1% et une hausse de 843 M.DH (+4,6%) grâce notamment aux recettes générées par l'IR sur salaires (+987 M.DH) ;
- Le taux de réalisation de la TVA à l'intérieur s'est situé à 35,8%. Ces recettes se

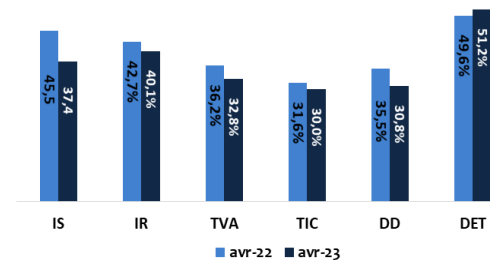
sont améliorées de 1,8 MM.DH (+25,3%) dans un contexte marqué par une évolution de la consommation des ménages de 2,7% (1^{er} trimestre 2023). Cette évolution de la TVA à l'intérieur recouvre une hausse des recettes brutes de 591 M.DH et une baisse des remboursements de 1,2 MM.DH ;

- La TVA à l'importation, quant à elle, a affiché un taux de réalisation de 31,4% et une baisse de 210 M.DH (-1,2%) et ce, en relation notamment avec les mesures prises pour soutenir le secteur agricole ;
- Les taxes intérieures de consommation ont enregistré un taux de réalisation de 30% et un recul de 181 M.DH (-1,9%), recouvrant une baisse des TIC sur les produits énergétiques (-436 M.DH, -7,8%) et une augmentation de celles sur les tabacs (+225 M.DH, +6,4%) ;
- Les droits de douanes ont été réalisés à hauteur de 30,8% et se sont inscrits en hausse de 349 M.DH (+8,2%), sous l'effet essentiellement de la progression des importations (+10,1% à fin mars 2023) ;
- Le taux de réalisation des recettes au titre des droits d'enregistrement et de timbre s'est situé à 51,2%. Elles ont progressé de 769 M.DH (+10,4%), dont 497 M.DH sont imputables aux droits d'enregistrement et 139 M.DH aux droits de timbre.

Evolution des recettes fiscales



Taux de réalisation des prévisions



Les recettes non fiscales, pour leur part, se sont établies à près de 4,6 MM.DH se répartissant comme suit :

- 1,7 MM.DH en provenance des établissements et entreprises publics dont un versement de 1 MM.DH de l'Agence nationale de la conservation foncière, du cadastre et de la cartographie et 472 M.DH de Bank Al-Maghrib ;
- 2,8 MM.DH au titre des « autres recettes » dont près de 2 MM.DH au titre des « produits divers » des ministères.

DEPENSES

Exécution maîtrisée des dépenses globales...

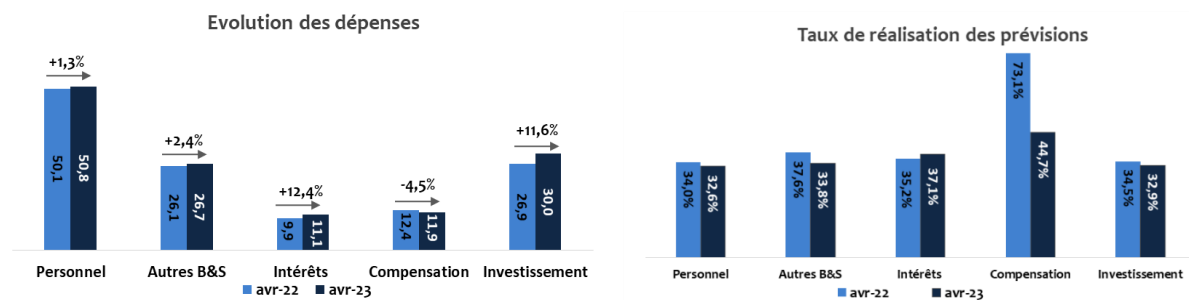
Les dépenses ordinaires se sont établies à 100,5 MM.DH, enregistrant un taux d'exécution de 34,5%. Par rapport à fin avril 2022, ces dépenses se sont accrues de près de 2 MM.DH recouvrant une hausse des dépenses au titre des biens et services (+1,3 MM.DH) et des intérêts de la dette (+1,2 MM.DH) et une baisse des charges de la compensation (-560 M.DH) :

- L'exécution des dépenses de biens et services est marquée par un taux de réalisation de 32,6% pour les dépenses de personnel et de 33,8% pour les dépenses afférentes aux « autres biens et services ». L'augmentation de ces dépenses s'élève à 654 M.DH et 636 M.DH, respectivement.
- Les intérêts de la dette ont, pour leur part, connu un taux de réalisation de 37,1%. Leur augmentation par rapport à la même période de l'année précédente, soit +1,2 MM.DH, résulte principalement d'une hausse des intérêts de la dette extérieure (+1,1 MM.DH), ceux afférents à la dette intérieure n'ayant augmenté que légèrement (+83 M.DH).
- Les charges de la compensation ont enregistré un taux de réalisation de près de 44,7%. Ces charges se sont chiffrées à près de 11,9 MM.DH, dont près de 7 MM.DH

au titre du gaz butane et 920 M.DH alloués aux subventions accordées aux professionnels du secteur du transport. La charge au titre du gaz butane a affiché une baisse de 374 M.DH par rapport à fin avril 2022. Cette évolution s'explique par l'effet combiné d'une baisse du cours du gaz butane, à 643 \$/T en moyenne contre 885 \$/T au titre de la même période de l'année 2022, d'une hausse des mises à la consommation et d'une dépréciation du dirham par rapport au dollar, le taux de change étant passé, en moyenne, de 9,6 à 10,3 DH/\$ à fin avril 2022.

Ces évolutions des recettes et des dépenses ordinaires se sont traduites par un solde ordinaire négatif de 3 MM.DH, contre un solde négatif de 2,5 MM.DH un an auparavant.

En ce qui concerne les dépenses d'investissement, les émissions à ce titre ont affiché un taux d'exécution de 32,9%. Elles ont atteint près de 30 MM.DH, enregistrant une progression de 3,1 MM.DH comparativement aux quatre premiers mois de 2022.



COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Un solde excédentaire des comptes spéciaux du Trésor ...

Les comptes spéciaux du Trésor ont dégagé un solde excédentaire de près de 19,7 MM.DH, contre 18 MM.DH à fin avril 2022.

Les ressources des comptes spéciaux du Trésor tiennent compte d'un montant de 6,6 MM.DH correspondant au produit de la Contribution sociale de solidarité sur les bénéficiaires et revenus, affecté au Fonds d'appui à la protection sociale et à la cohésion sociale, contre 6,3 MM.DH un an auparavant.

FINANCEMENT

Un besoin de financement couvert principalement par recours au marché domestique ...

Compte tenu de ces évolutions et d'une réduction des opérations en instance de 8,9 MM.DH, la situation des charges et ressources du Trésor dégage un besoin de financement de l'ordre de 22,2 MM.DH.

Ce besoin, augmenté des amortissements au titre de la dette pour un montant de 98,7 MM.DH, dont 95,8 MM.DH au titre de la dette intérieure, s'est traduit par un besoin de financement brut de 120,9 MM.DH. Le niveau des amortissements résulte de la concentration des émissions intervenue à la fin de l'année 2022 et au début de 2023, sur les maturités à court terme, en raison de la préférence des investisseurs pour ces maturités dans un contexte d'anticipations haussières des taux d'intérêt.

Les financements mobilisés se sont élevés à 156,5 MM.DH, dont 122,3 MM.DH sur le marché intérieur et près de 31,3 MM.DH au titre des tirages extérieurs y compris 25,8 MM.DH mobilisés sur le marché financier international.

L'excédent des ressources mobilisées a permis de constituer un matelas pour préparer la couverture, au titre des prochains mois, des tombées importantes de la dette du Trésor issues des émissions à court terme susvisées.

La constitution de ce matelas s'inscrit dans le cadre de la gestion proactive de la dette, dans l'objectif de réduire le risque de refinancement et d'éviter d'exercer une pression sur le marché domestique de la dette. L'excédent de trésorerie fait l'objet d'opérations de placement dans le cadre de la gestion active de la trésorerie afin d'optimiser le coût de financement de l'Etat.

SITUATION PROVISOIRE DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR
(Recettes nettes et hors TVA des Collectivités territoriales)

En M.DH

| | Avril | Loi de finances | Avril | Avril 2023 / Avril 2022 | | Taux de réalisation |
|-----------------------------------------------------------------------|----------------|-----------------|----------------|-------------------------|----------------|---------------------|
| | 2022 | 2023 | 2023 | en % | en valeur | en % |
| I - RECETTES ORDINAIRES | 96 019 | 312 721 | 97 513 | 1,6% | 1 494 | 31,2% |
| RECETTES ORDINAIRES (hors Cession de participations de l'Etat) | 96 019 | 307 721 | 97 513 | 1,6% | 1 494 | 31,7% |
| Recettes fiscales | 88 333 | 255 273 | 91 480 | 3,6% | 3 147 | 35,8% |
| - Impôts directs | 42 518 | 113 165 | 43 123 | 1,4% | 605 | 38,1% |
| - Impôts indirects | 34 150 | 111 143 | 35 574 | 4,2% | 1 424 | 32,0% |
| - Droits de douane | 4 271 | 15 019 | 4 621 | 8,2% | 349 | 30,8% |
| - Enregistrement et timbre | 7 394 | 15 947 | 8 163 | 10,4% | 769 | 51,2% |
| Recettes non fiscales | 6 439 | 54 148 | 4 575 | - | -1 864 | 8,4% |
| - Recettes en provenance des établissements et entreprises publics | 1 173 | 19 464 | 1 731 | - | 558 | 8,9% |
| - Autres recettes | 5 266 | 29 684 | 2 844 | - | -2 422 | 9,6% |
| - Cession de participations de l'Etat | 0 | 5 000 | 0 | - | 0 | 0,0% |
| Recettes de certains CST | 1 247 | 3 300 | 1 458 | - | 211 | 44,2% |
| - Fonds de soutien des prix | 71 | 600 | 139 | - | 68 | 23,2% |
| - Fonds spécial routier | 1 176 | 2 700 | 1 319 | - | 143 | 48,9% |
| II - DEPENSES GLOBALES y compris SEGMA et CST | 107 412 | 378 396 | 110 833 | 3,2% | 3 421 | 29,3% |
| DEPENSES ORDINAIRES | 98 561 | 291 458 | 100 515 | 2,0% | 1 955 | 34,5% |
| Biens et services | 76 222 | 234 912 | 77 512 | 1,7% | 1 290 | 33,0% |
| Personnel | 50 120 | 155 794 | 50 774 | 1,3% | 654 | 32,6% |
| Autres biens et services | 26 102 | 79 117 | 26 738 | 2,4% | 636 | 33,8% |
| Dettes publique (1) | 9 896 | 29 966 | 11 120 | 12,4% | 1 224 | 37,1% |
| Intérieure | 9 020 | 23 291 | 9 103 | 0,9% | 83 | 39,1% |
| Extérieure | 876 | 6 675 | 2 017 | 130,3% | 1 141 | 30,2% |
| Compensation (2) | 12 443 | 26 580 | 11 883 | -4,5% | -560 | 44,7% |
| SOLDE ORDINAIRE | -2 542 | 21 264 | -3 002 | 18,1% | -460 | -14,1% |
| INVESTISSEMENT | 26 874 | 91 138 | 29 982 | 11,6% | 3 108 | 32,9% |
| dont Fonds spécial routier | 683 | 2 700 | 670 | | | 24,8% |
| SOLDE DES CST (3) | 18 023 | 4 200 | 19 664 | 9,1% | 1 641 | 468,2% |
| DEFICIT/EXCEDENT GLOBAL | -11 393 | -65 674 | -13 320 | - | -1 927 | 20,3% |
| VARIATION DES OPERATIONS EN INSTANCE | -7 708 | | -8 901 | | -1 194 | |
| BESOIN/EXCEDENT DE FINANCEMENT | -19 100 | -65 674 | -22 221 | 16,3% | -3 121 | 33,8% |
| FINANCEMENT INTERIEUR | 19 285 | 13 142 | -6 095 | | -25 380 | -46,4% |
| Endettement intérieur | 15 047 | | 29 459 | | 14 412 | |
| Autres opérations | 4 237 | | -35 554 | | -39 791 | |
| FINANCEMENT EXTERIEUR | -184 | 52 532 | 28 316 | | 28 500 | 53,9% |
| Tirages | 2 850 | 60 000 | 31 279 | | 28 429 | 52,1% |
| Amortissements | -3 034 | -7 468 | -2 963 | | 71 | 39,7% |

(1) Les intérêts au titre de la dette intérieure sont présentés nets des recettes en atténuation des dépenses de la dette.

(2) Il s'agit des charges dues et non des paiements.

(3) Les dons CCG ont été reclassés parmi les recettes non fiscales.

DETAIL DES RECETTES ORDINAIRES

En M.DH

| | Avril | Loi de finances | Avril | Avril 2023 / Avril 2022 | | Taux de réalisation |
|-----------------------------------------------------------------------|---------------|-----------------|---------------|-------------------------|---------------|---------------------|
| | 2022 | 2023 | 2023 | en % | en valeur | en % |
| RECETTES FISCALES | 88 333 | 255 273 | 91 480 | 3,6% | 3 147 | 35,8% |
| Impôts directs | 42 518 | 113 165 | 43 123 | 1,4% | 605 | 38,1% |
| Taxe professionnelle | 15 | 128 | 14 | -6,7% | -1 | 10,9% |
| Impôt sur les sociétés (I.S) | 23 429 | 60 914 | 22 800 | -2,7% | -629 | 37,4% |
| Impôt sur le revenu (I.R) | 18 376 | 47 931 | 19 219 | 4,6% | 843 | 40,1% |
| Contribution sociale de solidarité sur les bénéficiaires | 3 | 0 | 9 | - | 6 | - |
| Taxe urbaine/d'habitation | 3 | 14 | 3 | 0,0% | 0 | 21,9% |
| Majorations | 591 | 3 349 | 691 | 16,9% | 100 | 20,6% |
| Taxe aérienne pour la solidarité et la promotion touristique | 90 | 800 | 375 | - | 285 | 46,9% |
| Autres impôts directs | 11 | 30 | 12 | 9,1% | 1 | 40,5% |
| Impôts indirects | 34 150 | 111 143 | 35 574 | 4,2% | 1 424 | 32,0% |
| Taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A) | 24 410 | 79 330 | 26 014 | 6,6% | 1 604 | 32,8% |
| (Intérieure) | 7 176 | 25 113 | 8 990 | 25,3% | 1 814 | 35,8% |
| (Importation) | 17 234 | 54 217 | 17 024 | -1,2% | -210 | 31,4% |
| Taxe intérieure de consommation (T.I.C) | 9 740 | 31 813 | 9 559 | -1,9% | -181 | 30,0% |
| (Tabacs) | 3 506 | 12 500 | 3 731 | 6,4% | 225 | 29,8% |
| (Produits énergétiques) | 5 624 | 16 602 | 5 188 | -7,8% | -436 | 31,2% |
| (Autres) | 610 | 2 711 | 641 | 5,0% | 30 | 23,6% |
| Droits de douane (D.D) | 4 271 | 15 019 | 4 621 | 8,2% | 349 | 30,8% |
| Enregistrement et timbre (D.E.T) | 7 394 | 15 947 | 8 163 | 10,4% | 769 | 51,2% |
| RECETTES NON FISCALES | 6 439 | 54 148 | 4 575 | - | -1 864 | 8,4% |
| - Recettes en provenance des établissements et entreprises publics | 1 173 | 19 464 | 1 731 | - | 558 | 8,9% |
| - Autres recettes | 5 266 | 29 684 | 2 844 | - | -2 422 | 9,6% |
| - Cession de participations de l'Etat | 0 | 5 000 | 0 | - | 0 | 0,0% |
| Recettes de certains CST | 1 247 | 3 300 | 1 458 | - | 211 | 44,2% |
| Fonds de soutien des prix | 71 | 600 | 139 | - | 68 | 23,2% |
| Fonds spécial routier | 1 176 | 2 700 | 1 319 | - | 143 | 48,9% |
| RECETTES ORDINAIRES | 96 019 | 312 721 | 97 513 | 1,6% | 1 494 | 31,2% |
| RECETTES ORDINAIRES (Hors Cession de participations de l'Etat) | 96 019 | 307 721 | 97 513 | 1,6% | 1 494 | 31,7% |